

# Fermons le casino financier mondial

# ARRÊTONS LA CASSE DES PRIX AGRICOLES

| Jacques Cheminade | Président de Solidarité et progrès

**C**ontrairement aux partis « responsables » qui se sont soumis, nous avons été les premiers à dire non à la dictature financière du dollar multinational qui s'est mise en place le 15 août 1971, et non à l'Acte unique de la fausse Europe, signé le 17 février 1986. Car c'est à partir de là que **le démantèlement de notre agriculture a été programmé**. Il ne s'agit ni d'un accident ni d'une erreur, mais d'un fait voulu dans un marché livré aux spéculateurs internationaux, aux propriétaires d'exploitations gigantesques et à la grande distribution. Aujourd'hui, le résultat est là : 200 exploitations disparaissent chaque semaine, un agriculteur sur quatre dispose seulement de 541 euros par mois et ceux à qui l'on propose les pistes du bio et d'une agriculture écologiquement intensive vont s'endetter, avant d'être à leur tour livrés à la concurrence « libre et non faussée » qui s'étendra partout, y compris dans le bio. La critique ne sert cependant à rien sans se battre pour **une autre politique**.

## L'URGENCE : ARRÊTER LA CASSE DES PRIX

**1 Arrêter les sanctions contre la Russie** en exigeant en contrepartie d'importants achats de viande et de produits laitiers.

**2 Arrêter les négociations sur le Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA)**, qui n'est pas un partenariat mais un instrument de guerre

économique visant à faire tomber nos normes, nos régulations et ce qui reste de nos protections légitimes.

**3 Rétablir des prix plancher garantis**, correspondant à ce qui est nécessaire à une exploitation pour vivre, rembourser ses emprunts et investir. Les producteurs porcins, bovins et de volailles ne doivent plus être dépendants d'aides pour survivre, versées avec des retards scandaleux.

**4 Organiser un moratoire et une restructuration de la dette des agriculteurs**, que les banques ont « poussés au crime », suivant les régions, les secteurs de production et les parcours individuels.

**5 Arrêter l'accumulation de normes et de réglementations « écologiques »**

**ou « climatiques » formatées pour l'agrobusiness**, qui livrent nos producteurs à la concurrence de pays plus laxistes et leur imposent plusieurs heures de paperasserie par semaine.

Comme l'UE et la nouvelle PAC vont dans un sens opposé à l'application de ces mesures de bon sens (la PAC représentait 75 % du budget européen en 1962, ce n'est plus que 40 % aujourd'hui, dont un tiers voué au « pilier vert »), il faut imposer **une autre vision politique à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde**. Stéphane Le Foll ne pouvait qu'échouer, à Bruxelles, sans que ce soit de sa faute mais celle du système qu'on lui a dit de servir. Il ne peut offrir que des expédients.

**L'agriculture doit être le grand métier du futur pour alimenter dix milliards d'êtres humains**

## **POUR QUE L'AGRICULTURE SOIT LE GRAND MÉTIER DU FUTUR**

**1** Pour cela, il faut d'abord la libérer de ses chaînes : **sortir d'une mondialisation financière sans foi ni loi** qui détruit notre modèle mutualiste.

**2** Sortir d'une UE qui s'autodétruit et **bâtir une vraie Europe, une Europe des patries planifiant les productions agricoles**, où l'on sait ce qu'on veut produire, comment et pour qui. Il ne s'agit pas de détruire l'Europe, mais de la refaire par et pour nos peuples.

**3** **Coordonner avec les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique mondial gagnant/gagnant**, sans complaisance ni réticence, car il n'y a pas d'autre choix. C'est dans ce cadre, en passant des accords à long terme, que l'on pourra garantir de justes prix.

**4** En même temps, **multiplier chez nous les circuits courts** pour court-circuiter les vaux-tours financiers, pour qui la terre n'est pas un

milieu vivant mais un support à leurs spéculations insensées.

**5** C'est dans ce contexte que le retour d'un Etat solide et citoyen permettra de **combattre l'oligopole des quatre grandes centrales d'achat**. En même temps, cet Etat citoyen retrouvé sera assez fort pour **interdire aux banques d'offrir à leurs clients des placements spéculant sur le prix des matières premières agricoles**.

L'agriculture doit être **le grand métier du futur** pour alimenter dix milliards d'êtres humains. Ceux qui travaillent quinze heures par jour et s'endettent pour nous nourrir ont droit à la justice. **C'est avec un pouvoir d'achat plus élevé pour nos salariés et des prix plus élevés pour nos produits agro-alimentaires qu'on parviendra à un développement « par le haut »**, unissant producteurs et consommateurs contre la mainmise d'une oligarchie qui impose l'austérité « par le bas ». Nous n'avons pas le droit de laisser le pouvoir à ceux qui détruisent l'avenir du monde !